

*Questions orales*

Au lieu d'amorcer des consultations avec les pêcheurs et avec leurs représentants, le ministre semble déterminé à suivre les avis de ses collaborateurs et à restructurer les pêches de la côte ouest en tenant compte de documents de politique interne qu'ils ont élaborés. Le ministre pourrait-il donner à la Chambre l'assurance qu'aucun de ces documents ne préconise l'expropriation pure et simple des navires de pêche de la côte ouest sans consultation préalable? Faute de pouvoir lui donner cette assurance, se rend-il compte des conséquences d'une telle mesure?

**L'hon. Pierre De Bané (ministre des Pêches et des Océans):** Madame le Président, je me demande vraiment à quoi rime la question du député. Je crois savoir que les pêcheurs s'entendent sur la nécessité de réduire le volume des prises. A l'heure actuelle, de concert avec les participants du secteur des pêches, nous nous efforçons de trouver le moyen d'atteindre cet objectif.

ON DEMANDE AU MINISTRE DE DÉPOSER DES DOCUMENTS DE POLITIQUE INTERNE

**M. Ray Skelly (Comox-Powell River):** Madame le Président, nous avons de bonnes raisons de penser que le ministre a décidé de faire fi des conseils de son comité consultatif et d'orienter son action en tenant compte des vœux des fonctionnaires du ministère des Pêches tels qu'ils s'expriment dans certains documents de politique interne. Le ministre pourrait-il reconnaître que, faute d'avoir donné suite dans un délai raisonnable aux recommandations de la commission Pearse, le gouvernement a mis la pagaille dans le secteur des pêches de la côte ouest? Pourrait-il en outre déposer à la Chambre les documents de politiques interne qu'il utilise pour restructurer ce secteur?

**L'hon. Pierre De Bané (ministre des Pêches et des Océans):** Madame le Président, le député devrait rapporter les faits tels qu'ils sont. Le rapport Pearse renfermait plusieurs recommandations au sujet de la délivrance des permis et de la réduction du nombre des bateaux. Mon conseil consultatif m'a demandé de lui permettre d'examiner cette question avant que le ministre ne passe à l'action, ce que j'ai accepté. Évidemment, le moment est maintenant venu de conclure. Quoi qu'il en soit, la consultation de tous les participants se poursuit.

\* \* \*

### LE COMMERCE

LA DÉCISION DE LA COMMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL DES ÉTATS-UNIS AU SUJET DES EXPORTATIONS DE POMMES DE TERRE CANADIENNES

**M. Mel Gass (Malpègue):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. La récente décision de la Commission du commerce international des États-Unis à propos de l'enquête anti-dumping sur les pommes de terre canadiennes a été très bien accueillie par les producteurs des Maritimes. Cette enquête a cependant pris bien du temps et elle a coûté fort cher. C'est le Canadian Horticultural Council qui doit en assumer le coût. Je voudrais demander au ministre quelle aide le gouvernement accordera à cet organisme pour couvrir les frais qu'il a assumés à cet égard.

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Madame le Président, je suis certain que le député sait très bien que bon nombre de nos fonctionnaires ont conseillé cet organisme sur les mesures à prendre et que cela représente une dépense de beaucoup d'années-personnes. Je suis certain qu'il sait aussi que nous sommes tous très heureux de la décision rendue par la commission américaine. Les trois membres de la commission se sont prononcés en faveur des revendications canadiennes.

La Canadian Horticultural Association m'a fait savoir que ses frais s'élevaient à plus de \$200,000. Le député sait cependant que la question n'est pas définitivement réglée. Si le gouvernement fédéral assumait ces dépenses, cela équivaldrait à subventionner l'industrie. Comme le député le sait très bien, c'est l'une des raisons qui nous ont empêché de nous occuper de cette affaire à l'origine. Nous avons fourni toute notre documentation au conseil pour qu'il puisse l'utiliser devant la commission et nous avons même offert au conseil les services de fonctionnaires du ministère de l'Agriculture et d'autres ministères canadiens.

ON DEMANDE AU MINISTRE DE FOURNIR UN APPUI FINANCIER AU CONSEIL

**M. Mel Gass (Malpègue):** Madame le Président, le collègue du ministre, le ministre d'État chargé du Commerce international, a commencé hier à rendre hommage au Canadian Horticultural Council. Celui-ci a besoin de quelque chose de plus concret. Il a besoin d'argent et non seulement de compliments. Le ministre de l'Agriculture acceptera-t-il de fournir un appui financier au conseil une fois que l'affaire sera réglée?

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Madame le Président, le député sait très bien qu'il reste un mois pour faire appel de la décision de la commission. J'ai eu des échanges avec le Canadian Horticultural Council et je suis certain que le député le sait. Il sait sans doute aussi que le Canadian Horticultural Council avait proposé une motion il y a un an pour féliciter le ministre de l'Agriculture et le gouvernement de son énorme contribution à l'industrie horticole du Canada.

\* \* \*

### LE TOURISME

LA TAXE SUR LA DOCUMENTATION PUBLICITAIRE CANADIENNE—LE PROJET DE LOI AMÉRICAIN

**M. Maurice Foster (Algoma):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre d'État aux Petites entreprises et au Tourisme. Je voudrais lui demander s'il est au courant du projet de loi n° 4074 qui a été présenté à la Chambre des représentants américains et qui vise à imposer une taxe sur la documentation publicitaire canadienne distribuée aux États-Unis à l'occasion de foires sportives et touristiques. Ce projet de loi semble avoir été proposé en réaction à une taxe de vente de 9 p. 100 maintenant imposée sur la documentation américaine entrant au Canada. Compte tenu des effets manifestement néfastes que cette taxe américaine aurait sur les entreprises touristiques canadiennes, le ministre d'État aux Petites entreprises et au Tourisme est-il disposé à recommander au ministre des Finances de supprimer cette taxe de vente du prochain budget afin d'éviter pareilles représailles de la part du Congrès américain?